

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

31

DÉCEMBRE
1975

N° 72

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

editorial

En cette période traditionnelle de présentation des vœux, le Quotidien du Peuple formule pour ses lecteurs et pour toutes les couches travailleuses de notre pays, le souhait que cette année nouvelle soit une année de lutte et de victoire contre la bourgeoisie en crise, une année qui voit progresser dans le monde et dans notre pays la perspective de la révolution et de la fin de cette odieuse société de misère et de répression.

Mais nous formulerons ici, particulièrement le souhait que notre journal devienne de plus en plus dans les luttes qui s'annoncent l'arme de combat qu'attendent ses lecteurs, ceux nombreux, qui doivent faire sa connaissance cette année. 29 septembre 75, un nouveau quotidien le Quotidien du Peuple, fait paraître son premier numéro. 1^{er} janvier 76, trois mois après, un premier bilan s'impose.

O

Malgré toutes les pressions développées à notre endroit, le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, a pu chaque jour informer ses lecteurs, et affirmer dans ses reportages, dans ses débats, dans ses informations, le point de vue de classe, le point de vue de la classe ouvrière, et sa perspective révolutionnaire. A l'heure où la bourgeoisie développe systématiquement une campagne de répression ouvrière et d'étouffement des libertés démocratiques, à l'heure où P.C.F. et parti socialiste rivalisent chacun avec leur projet de gestion du capitalisme, et tentent de dévoyer les aspirations au socialisme qui se développent, l'existence d'un quotidien qui affirme clairement un point de vue opposé à tous ces programmes bourgeois, qui retrace les luttes et les affrontements des travailleurs avec ces forces réactionnaires, qui montre comment se construit le point de vue pro-

tarien dans la lutte, l'existence d'un tel quotidien marxiste-léniniste a été quelque chose d'important et c'est là, un acquis positif.

En comptant exclusivement sur ses propres forces, c'est-à-dire, sur la mobilisation de ses lecteurs, notre journal a pu surmonter les inévitables pressions et obstacles qu'on a dressés sur notre chemin : pressions financières, pressions dans la diffusion, etc... Nous sommes heureux d'avoir déçu l'espoir de toutes ces personnes bien intentionnées qui ont fait courir le bruit que notre journal ne tiendrait pas une semaine, puis trois semaines, puis trois mois, etc... Aujourd'hui, contrairement aux espoirs de ces gens, le Quotidien du Peuple a su conquérir un réseau régulier, bien qu'encore limité, de lecteurs prêts à faire connaître largement le journal autour d'eux, prêts à lui envoyer des informations, prêts à le soutenir financièrement... C'est là un acquis positif qui constitue une excellente base pour l'avenir.

O

Mais ces acquis positifs ne doivent pas nous masquer les défauts encore nombreux qui entravent notre travail, et font que le Quotidien du Peuple est encore très insuffisamment le journal dont nous avons besoin aujourd'hui. Citons ceux qui à notre sens, et à celui des lecteurs qui nous ont écrit reviennent le plus fréquemment.

« Nécessité de mieux traiter l'actualité : cela veut dire plus d'informations, plus de reportages, les mener de manière plus vivante. Par exemple, comme cela nous a été signalé, il est anormal que les lecteurs pour être renseignés sur l'action à Vienne, du commando du « bras armé de la révolution arabe », aient dû recourir à d'autres journaux faute de trouver les informations nécessaires dans le Quotidien du Peuple. »

suite page 4

le Front POLISARIO intensifie ses actions

Le Front POLISARIO (Front de libération de Saguiat el Hamra et Rio de Oro) a lancé une série d'opérations dans la région de Haouza, près de la frontière entre le Sahara et le Maroc. Le poste militaire de Haouza est encerclé par les combattants du Front POLISARIO qui infligent de lourdes pertes aux « forces d'invasion monarchiques ». Un communiqué nous indique que les combattants du Front « poursuivent leurs actions de harcèlement et de guerrilla à l'intérieur même du territoire marocain ».

suite page 8



ARMEE 14 militants encore en prison

INTERVIEW DE J. L. WEIL DU COLLECTIF DES AVOCATS

voir page 8

Au moment où 14 militants, 13 civils et 1 militaire, restent détenus (Raymond Murer, de Strasbourg, venant d'être libéré), la baudruche de l'instruction devant la cour de sûreté de l'état perd de plus en plus de sa substance.

Nous avons rencontré maître Jean-Louis Weil,

qui fait partie du « collectif des avocats des inculpés » et est plus particulièrement chargé de la défense des responsables CFDT inculpés. Les propos que nous rapportons ici (et dont la publication se poursuivra demain) n'engagent que lui-même, mais représentent, sur les sujets abordés, l'opinion du collectif.

APRÈS LES MANIFESTATIONS VITICOLES « développer nos actions, c'est une question de vie ou de mort »

Mardi 29 à l'appel du Comité Régional d'Action Viticole, des milliers de viticulteurs ont bloqué toute la circulation routière et ferroviaire autour de Sète, de 13 h à 18 h. A Issanka : plus de 3000 viticulteurs de l'Hérault, à Marseillan-Plage : plusieurs milliers de viticulteurs de l'Aude et des Pyrénées-Orientales et à Mireval : plusieurs milliers des autres départements viticoles du Gard et du Var principalement.

Ces milliers de viticulteurs font leur coup d'éclat à la veille de la rencontre des dirigeants du Comité Régional d'Action Viticole avec Chirac, Fourcade et Bonnet, pour exiger l'arrêt des importations des vins, le paiement à 12,50 fr le degré

miracle qui résoudra tous les problèmes viticoles et ça ne peut être qu'un premier pas. En aucun cas la création d'un Office du vin ne peut et ne doit être une fin en soi, c'est ce que pensaient les viticulteurs rencontrés.

hecto, la création d'un Office du vin pour permettre une régularisation du marché du vin et une juste rémunération du travail des viticulteurs.

L'Office du vin n'est pas considéré pour beaucoup comme la solution

suite page 5



New-York Attentat à l'aéroport

Mardi matin : attentat sur l'aéroport la Guardia de New York. Douze personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessés. Il s'agirait d'un attentat à la bombe et sur la partie de l'aéroport réservée aux lignes intérieures américaines. L'explosion s'est produite à proximité de la porte 22 alors que des passagers récupéraient leurs bagages. D'autres alertes à la bombe ont été lancées tant dans le même aéroport que sur d'autres aéroports américains dont ceux de Washington, Los Angeles et Denver. Pour le moment, l'aéroport de la Guardia a été fermé et les avions détournés sur d'autres aéroports : Kennedy et Newark.

Jusqu'à présent les auteurs de l'attentat ne se sont pas formellement manifestés. Ce que l'on peut noter, c'est un coup de téléphone reçu par une agence de presse, anonyme, déclarant que la bombe aurait été déposée par l'OLP, « pour punir les Etats-Unis de leur refus de négocier avec cette organisation ». Le représentant de l'OLP aux Nations-Unies a aussitôt démenti : son organisation n'a aucune responsabilité dans cet attentat et l'accusation est une provocation. De toute façon, a-t-il ajouté, l'OLP condamne une telle action comme elle a condamné celle de Vienne. En fin de journée, on apprenait que cet attentat aurait été revendiqué par un groupe séparatiste portoricain sans autre précision.

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

septembre

Espagne : vengeance pour les 5

3 septembre : Journée d'action en Corse. L'opération «île morte» est un immense succès. Dans leur lutte contre la répression, les masses prennent de plus en plus conscience de la responsabilité du capitalisme dans le dépeuplement économique de la Corse. Le P.C.C.F. qui a refusé de s'associer à cette opération, a rassemblé, à Ajaccio, 250 personnes pour sa journée d'action.

13 septembre : Fête de l'Humanité. Placée sous le thème «la fête pour les libertés», elle interdit un stand aux travailleurs de Caron Ozanne en lutte contre les licenciements. La liberté, c'est pour la camelote révisionniste et la publicité capitaliste, mais pas pour les travailleurs en lutte.

17 au 21 septembre : Giscard en Grèce. Giscard vient accorder à Caramanlis un diplôme de démocratie. En patronant l'entrée de la Grèce dans le Mar-

ché Commun, Giscard espère récupérer des contrats pour nos capitalistes.

18 septembre : Procès de Versailles. Vengeance pour Mohamed Diab, ouvrier algérien abattu à la mitrailleuse, dans un commissariat de Versailles, par le brigadier Marquet, le 21 novembre 72. Si le juge se moque de policiers si grossiers et maladroits, il est d'accord avec eux pour cacher qu'il s'agit d'un crime raciste. Le tribunal se déclare incompétent et renvoie l'affaire devant les Assises. C'est une première victoire.

23 septembre : Journée d'action. Les travailleurs en lutte étaient peu nombreux aux rassemblements. Alors qu'ils aspirent à un mouvement d'ensemble, seule action efficace contre la bourgeoisie, ces journées d'actions sont utilisées par les révisionnistes pour tenter de faire apitoyer leurs propositions politiques.

Dans la mémoire de tous les antifascistes, des révolutionnaires, le 27 septembre laissera gravés ces mots : « Vengeance pour nos cinq camarades ».

Angel Otaegui, José-Luis Sanchez-Bravo Salas, Ramón García Sanz, Juan Paredes Manot, José Humberto Baena, trois militants du FRAP et deux de l'ETA, furent assassinés le 27 septembre par le bourreau Franco.

Ce régime sanguinaire osait encore proclamer « 35 ans de paix ! ». Pour les peuples d'Espagne, c'est 35 années de misère, 35 années de répression sauvage, mais aussi 35 années de luttes pour la liberté.

Après avoir écrasé 35 ans le peuple espagnol, le fascisme tremble sur ses bases devant la montée révolutionnaire des luttes. Grève, manifestation : ces mots que des années durant on n'osait même plus prononcer en public, voilà que les peuples d'Espagne en font une réalité de tous les jours. Voilà que les fusils de la garde civile, les tortures de la Direction Générale de la Sécurité ne peuvent plus faire courber la tête à un peuple désormais debout. Après les condamnations à mort de Garmendia et Otaegui, dans les Asturies, 3 000 personnes manifestaient aux cris « Garmendia et Otaegui, le peuple vous sauvera ». En Biscaye et Guipuzcoa, de nombreuses grèves se sont déroulées. A Madrid, plus de 15 000 ouvriers entraient en grève contre les condamnations à mort.

Dans le Pays Basque, c'est l'écrasante majorité du peuple qui se dresse contre la main du bourreau. Au lendemain de l'assassinat des cinq militants, malgré le renforcement du régime de terreur, des manifestations se sont déroulées en Espagne, dont les plus importantes ont rassemblées 5 000 personnes à San Sebastian, malgré l'état d'exception.

Les mesures d'exception ne suffisant plus, Franco a dû renforcer son arsenal d'assassins par les « décrets-lois anti-terroristes ». Si les arrestations, les tortures, les simulacres de jugement étaient le lot courant des militants, la nouvelle loi permettait d'étendre cette terreur à tous les gens du peuple.

Alors que les révolutionnaires étaient assassinés, les révisionnistes s'alliaient avec les carlistes et Carrillo déclarait : « je vois l'avenir de l'Espagne comme une démocratie de type occidentale ».



Ce n'est bien sûr pas pour un tel régime que les peuples d'Espagne ont versé leur sang. Un régime qui comme en France a tenté de s'opposer aux manifestations contre Franco, un régime qui réprime systématiquement les travailleurs en lutte, et aujourd'hui s'attaque aux libertés démocratiques. Giscard en n'élevant pas la moindre protestation contre les crimes d'Espagne s'est fait le complice des assassins.

La grande tradition de solidarité avec les peuples d'Espagne, depuis 36 en passant par Burgos, les travailleurs la poursuivent. Tout au long de septembre, les manifestations contre les condamnations à mort se sont multipliées. Et le 26 au soir, c'est par milliers que nous avons exprimé notre haine contre le monstre, par des rassemblements devant

les consulats gardés par les flics de Ponia. Et les jours suivants, les cris de « Camarades, vous serez vengés ! Franco assassin ! » ont résonné dans de nombreuses villes de France.

un plan de relance du chômage

Présenté le 4 septembre avec grand fracas, le plan de relance de Giscard avait une caractéristique essentielle : son principal morceau était destiné aux grands trusts, il s'agissait d'essayer, par les commandes de l'Etat, de relancer certaines industries : Dassault, trusts sidérurgiques, etc.. Comme prévu, ce n'est qu'une petite partie des 30 milliards de francs lancés dans l'économie, qui concernent la consommation populaire : 5 milliards de francs. Il s'agit principalement d'aumônes faites aux vieux - 700 F - et aux enfants en âge scolaire - 250 F par enfant. Aujourd'hui, ces maigres primes ont fait long feu, comme la prime de rentrée scolaire reconduite depuis l'an dernier.

Pour le reste, comme les faits l'ont prouvé, le chômage et l'inflation n'ont cessé de croître : on est maintenant à plus d'un million et demi de chômeurs, et on a annoncé que la hausse des prix pour l'année - bien que minimisée par les statistiques - serait de 10 %, alors que Giscard prévoyait 8 à 9 %. En tout cas, ce n'est pas dans les foyers populaires qu'on a vu le moindre résultat de la relance, même si Ceyrac parle aujourd'hui d'une « reprise timide ».

PORTUGAL : LE DÉBUT DE LA REPRISE EN MAIN PAR LA BOURGEOISIE



L'arrivée au pouvoir du 6^e gouvernement, sous la direction de Pinheiro de Azevedo, marque un tournant au Portugal : c'est d'une part l'éviction des révisionnistes du PCP, et la victoire des officiers qualifiés de « modérés » et de la coalition PS-PPD. Mais, c'est surtout le début de la reprise en mains de la bourgeoisie portugaise et les premières attaques contre les conquêtes des masses populaires. Cette « reprise en mains » va se heurter à la résistance des masses qui marqueront plusieurs victoires dans une période qui suit.

UNE RENTRÉE DES CLASSES ENCORE PLUS DIFFICILE

La rentrée des classes, cette année, est placée sous le signe des hausses des prix. Le 15 septembre, les élèves rentrent, mais il a fallu sortir près de 600 F par gosse cette année ; c'est beaucoup en regard de l'aumône des 250 F de Giscard. Tous les prix ont augmenté, plus de 12% en moyenne pour les fournitures scolaires, alors que les allocations familiales ont perdu, c'est officiel, autour de 17%.

Non, la rentrée ne s'en est pas « bien passée », pas plus l'année scolaire en a assez de l'école de la bourgeoisie, qu'elle refuse, comme l'avenir qu'on lui prépare.

LES LUTTES DU MOIS

Plus de 20 usines occupées par les travailleurs, des débrayages qui se font de plus en plus nombreux, des milliers de manifestants à Fougères, Bolbec, Crépy en Valois. La classe ouvrière affirme sa volonté de lutte.

Des luttes se poursuivent depuis avant l'été : Caron-Ozanne, Parisien Libéré, Grandin, Triton, Chauffour, d'autres vont démarrer ; c'est le cas au Mammouth de Rennes, chez Clarey à Tours, Bourquet à Mazamet. Les luttes contre les bas salaires se développent aussi chez Hobart à Ivry, à Sovabe à La Seyne. Le mouvement des luttes, s'il n'a pas l'ampleur de juillet, tranche nettement avec les rentrées passées.

L'ACCORD ISRAELO-EGYPTIEN : UN ACCORD DE CAPITULATION

Le 4 septembre, Israël et l'Égypte signent l'accord «intérimaire» qui est présenté comme un pas vers la paix. Mais c'est loin de la réalité.

Sadate s'engage « à mettre un terme à l'état de belligérance pour une durée indéterminée ; à ne pas recourir à la force militaire, mais uniquement aux moyens pacifiques ». Israël et l'impérialisme US qui est derrière, sont gagnants sur toute la ligne ; les peuples arabes, et le peuple palestinien en particulier, sont les perdants. En effet, l'essentiel du Sinaï reste occupé, même si les puits de pétrole sont rendus à l'Égypte. D'autre part, l'impérialisme américain, sous cou-

vert de l'ONU peut s'introduire dans la région, sous prétexte de «surveiller» l'application de l'accord. Les cargaisons sionistes peuvent désormais transiter par le canal de Suez, et Israël reçoit une «aide» nouvelle des USA.

Cet accord est le résultat d'une série de capitulations de la part de Sadate. Il introduit une brèche dans le front arabe et laisse la Syrie et le peuple palestinien face à l'agresseur sioniste qui prépare une nouvelle guerre. Kissinger parle beaucoup de paix, mais pendant tout l'été, les raids israéliens se sont multipliés ; une semaine encore avant la signature de l'accord, les

sionistes débarquaient des troupes dans la banlieue de Saïda, attaquaient les camps palestiniens.

L'OLP a condamné immédiatement l'accord manigancé sous les auspices de l'impérialisme US. Elle le dénonce car « il contrevient aux décisions prises aux sommets arabes d'Alger et de Rabat, et notamment à la décision d'établir une coordination entre l'Égypte, la Syrie et la Palestine contre Israël ».

Enfin, l'OLP appelle à «lutter contre l'accord israélo-égyptien qui creuse une brèche dans l'unité des Arabes et porte un coup sérieux aux aspirations des Palestiniens».

1975 : 12 MOIS DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME EN CRISE

octobre

AIR FRANCE, SOVIREL, ORLANE,...

Octobre sera, en effet, marqué par de nombreuses luttes dont celles d'Idéal-Standard, d'Air France, de Sovirel, Orlane, etc... Ce qui est caractéristique, dans ces luttes, c'est la très grande combativité des travailleurs, c'est l'utilisation de formes de lutte offensives et efficaces : blocage de train par ceux de Sovirel, débrayage quotidien à Air France, qui désorganise complètement le trafic, occupation active à Idéal Standard, etc...

A chaque fois, les patrons ont répliqué par l'intransigence ; la bourgeoisie a envoyé ses flics.

C'est presque quotidiennement que les travailleurs d'Air France ont affronté la sauvage répression des flics, c'est systématiquement que la police est intervenue contre les

grévistes (COMSIP, CEA, Orlane). A la répression policière, s'ajoutait la répression antisyndicale : mise à pied de syndicalis-



tes, menace de licenciement de délégués, etc... Si les travailleurs ont affronté l'appareil répressif de la bourgeoisie, ils ont pu faire aussi dans ces luttes, l'expérience du ré-

visionnisme : peu à peu s'est fait jour la nécessité de se démarquer de ces faux communistes pour gagner la victoire.



A Idéal Standard, après s'être opposés à la vente de radiateurs pour soutenir la lutte, les révisionnistes ont fait reprendre deux usines (sur 6), non seulement sans garanties mais

avec une clause anti-greve. Rien d'étonnant que les travailleurs d'Idéal à Darnie-les-Lys refusent la participation des partis de gauche à leur journée porte ouverte. A Sovirel, le député révisionniste s'est vu interdire l'entrée de l'usine occupée par les travailleurs, pour un meeting qu'il a dû tenir dans une salle municipale : à Sovirel, on ne veut pas jouer les faire-valoir à la politique révisionniste.

Faire passer ses propositions de «relance», tel était l'objectif du PCF au rassemblement de la jeunesse du 4 octobre. En répliquant aux mots d'ordre révisionnistes par « union, action, révolution », les jeunes travailleurs ont, comme leurs aînés, exprimé la volonté d'engager la lutte sans concession contre la bourgeoisie.

UN PATRON EN PRISON : DES FAILLES DANS LA JUSTICE BOURGEOISE

Robert Guillaume, ouvrier intérimaire, handicapé à 67 %, travaillait à un poste où les conditions de sécurité étaient inexistantes : il est mort assassiné par la loi du profit comme le sont chaque année, en France, 4500 travailleurs.

La presse bourgeoise, qui habituellement fait le silence sur ces crimes et les met sur le compte de la fatalité ou de la faute du travailleur, en a parlé cette fois-ci.



Chapron, souriant, vite libéré...

Pas pour dénoncer l'augmentation des cadences et l'intensification du travail, mais pour s'indigner contre l'arrestation par le juge de Charette de Chapron, responsable de la mort de Guillaume.

La bourgeoisie s'est scandalisée, non de l'assassinat d'un travailleur, mais de l'inculpation d'un des siens. Que chaque jour des dizaines de personnes, pour le vol d'une bouteille de lait ou d'une bicyclette soient placées plusieurs mois, voire des années, en prison dans l'attente d'un jugement, rien de plus normal ; mais

qu'un seul patron soit emprisonné et Lecanuet intervient en personne pour le faire libérer. C'est toute une campagne de calomnies qui a déferlé contre le juge de Charette, traité de «trublion» ; jusqu'à Foyer, de l'UDR, qui y est allé de son couplet contre le Syndicat de la Magistrature, qu'il présente comme « une organisation subversive ».

Après le juge Pascal, démis de l'enquête de Liévin pour avoir inculpé Coquidé ingénieur des Houillères, le juge de Charette arrête un patron.

Que des juges dont le métier est d'appliquer les lois de la bourgeoisie pour réprimer les travailleurs rechignent à cette tâche et s'en prennent à des patrons, voilà qui est significatif.

Malgré l'illusion de pouvoir rendre une «justice égale pour tous», ils révèlent les contradictions de l'appareil judiciaire.

Par leurs positions, ces juges reflètent la mobilisation des masses contre les conditions de travail qui sont de plus en plus nombreuses.

Après Pennaroya, Usinor-Dunkerque, etc..., ce fut le Tribunal populaire de Liévin, fruit de la mobilisation des mineurs, qui a condamné les Houillères.

Désormais, la bourgeoisie aura de plus en plus de mal à camoufler ses crimes : les travailleurs exigent la vérité et la condamnation des coupables.

GISCARD EN URSS

Comme le disait, avant son départ, un diplomate français : « ce ne sera pas un voyage historique... l'essentiel consistera à bien l'emballer et à le présenter le mieux possible ». Certes, à l'issue du voyage, nos capitalistes ont décroché quelques contrats et placé quelque matériel en plus : l'URSS, en effet, a besoin de la technologie occidentale dans le domaine civil pour mieux consacrer ses efforts à son armement. L'envergure internationale de notre impérialisme en crise se limite aujourd'hui à la signature de contrats commerciaux. Avec Giscard en URSS, on était loin de la visite de 1966, où de Gaulle se présentait à Moscou d'une part comme le seul partenaire de l'URSS en Europe occidentale, d'autre part pour affirmer sa démarcation politique vis à vis de l'impérialisme US. Par les concessions faites aux USA et la concurrence des autres impérialistes européens, la politique de la France est aujourd'hui devenue un objet de mépris pour l'URSS.

Au cours de son voyage, Giscard s'est vu contraint par la grippe diplomatique de Brejnev à faire du tourisme deux jours durant. En employant des procédés aux antipodes de la courtoisie diplomatique, Brejnev entendait faire comprendre à Giscard qu'il était un partenaire inférieur, un impérialisme secondaire face aux superpuissances.

Et malgré ses fanfaronnades sur la «détente idéologique», Giscard n'a pas

pu se faire entendre ; il a dû céder à la volonté de l'URSS sur un point important : le désarmement. D'une part, la France signait un texte en faveur de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement, ce qu'elle avait toujours refusé jusqu'alors, considérant à juste titre que ces réunions étaient des écrans de fumée derrière lesquels se cachaient une course effrénée aux armements. Mais surtout la réduction des armements en Europe compte tenu de l'avantage de l'URSS dans les armes conventionnelles, ne ferait que favoriser les visées agressives de cette dernière sur l'Europe occidentale.



Enfin, sur le plan des armements nucléaires, Brejnev a fait imposer un texte qui vise ouvertement à maintenir le monopole aux pays disposant déjà de l'arme nucléaire. Giscard avait beau «bien l'emballer et le présenter le mieux possible», son voyage à Moscou a marqué de nouvelles concessions de l'impérialisme français à l'URSS, qui venaient après celles faites à la superpuissance USA.

1^{er} octobre : La bataille pour l'information continue au Portugal. Refus des soldats d'évacuer les radios et volonté de défendre le peuple contre le gouvernement. Dans les usines et les quartiers, les commissions de travailleurs se mobilisent pour défendre les organes d'information, República et Radio Renaissance.

3 octobre : Garmendia, dont les fascistes avaient déjà détruit une partie du cerveau, est mort dans sa prison espagnole.

4 octobre : au milieu d'une vaste campagne anti-jeunes, le jeune Bruno de Beauvais est condamné à mort par la cour d'assises qui le juge. Le patron Chapron est libéré au même moment.

9 octobre : la conférence des partis révisionnistes d'Europe s'ouvre à Berlin. Au milieu des contradictions, elle sera incapable de parvenir au moindre accord et étalera au grand jour les divergences qui s'accroissent dans le camp de l'URSS.

12 octobre : de passage à Paris, Norodom Sihanouk déclare : « nous voulons choisir une voie de développement que nous estimons bonne pour un pays du Tiers-Monde, à savoir sortir du sous-développement par soi-même » et « nous n'avons pas besoin de la France, mais la France pourrait bien avoir besoin de nous, comme elle a besoin de beaucoup d'amis dans Tiers-Monde ».

14 octobre : le juge Pascal est inculpé de «violation du secret professionnel». C'est la première fois qu'un juge est inculpé pour ce motif. Après l'affaire de Charette, il s'agit pour la bourgeoisie de sanctionner les juges qui

ne se plient pas à sa justice.

● **Le Front Révolutionnaire de Timor-Est** alerte l'opinion mondiale sur les premiers incidents provoqués par l'Indonésie qui veut annexer purement et simplement l'île de Timor.

● **Laos : 30^e** anniversaire de l'indépendance. Mais on fête aussi aujourd'hui, la libération totale du pays. En effet, la droite réactionnaire soumise aux USA a été éliminée et le peuple laos peut désormais construire librement son pays.

16 octobre : au procès du meurtrier de Diab une première victoire : le tribunal renvoie l'affaire en Assises, ce que la police voulait absolument éviter.

19 octobre : la répression contre les militants autonomistes se développe, et la nature de la répression indique que le gouvernement a délibérément visé les militants progressistes du mouvement breton.

22 octobre : Kissinger est à Pékin, Kiao Kouan Houa déclare : « à condition que nos deux côtés respectent les principes définis dans le communiqué de Changhai, il y a des raisons de croire que les relations sino-américaines continueraient à se développer ».

● **violente offensive iranienne** lancée avec le concours du féodal Quabous du sultanat d'Oman, contre le peuple du Dhofar en lutte pour sa libération, sous la direction du FPLO.

● **Radio Renaissance est libérée** au Portugal. L'émetteur, un temps occupé par les commandos, a été libéré, et la radio des travailleurs émet à nouveau. C'est une victoire qui vient après celle des soldats du CICAP.

LIBAN : LES PHALANGES DE GEMAYEL SÈMENT LA GUERRE CIVILE

Au lendemain de la signature de l'accord israélo-égyptien, les combats se sont poursuivis pendant tout le mois dans les quartiers de Beyrouth. Les Phalanges, parti d'extrême-droite dirigé par Gemayel, ont violé la cessez-le-feu chaque fois qu'il était mis en place. Dans le même temps, les sionistes attaquaient quotidiennement le Sud du Liban. On voit se dessiner un plan de partition du Liban : les Phalanges, soutenues par les USA et les sionistes, cherchent à occuper en deux le Liban, d'un côté, un Liban arabe, solidaire de la lutte du peuple palestinien, et de l'autre, un Liban «chrétien», tourné vers l'Occident et maître des secteurs clés de l'économie.

L'AGONIE DU BOURREAU

Le 21 octobre, on apprend qu'à la suite d'une crise cardiaque, le tyran d'Espagne est dans un état grave. Tous les amis des peuples d'Espagne s'en réjouissent profondément. Celui qui vient d'assassiner nos cinq camarades de l'ETA et du FRAP va mourir à petit feu. Ses heures sont prolongées artificiellement pendant que les cliques se partagent son héritage politique. Autour de son lit de mort, c'est la lutte pour régler les contradictions dans l'oligarchie fasciste qui apparaissent au grand jour.

politique

suite de l'editorial

Par exemple aussi, il est anormal que de nombreuses luttes (St Gobain, Air France, Brandt...) aient trouvé leur conclusion sans que nos lecteurs en soient informés. Ne pas fournir l'information, faute de pouvoir l'assortir d'un commentaire que l'on ne peut construire au moment où tombe cette information, c'est tourner le dos à la construction d'un réel journal.

● Nécessité d'élargir le champ d'intervention du quotidien. Toute une série de sujets sont peu ou pas traités : questions culturelles, sujets internationaux sur lesquels nous ne disposons pas assez d'informations, aspects de l'oppression capitaliste dans tel ou tel domaine de la vie quotidienne... Trop souvent au Quotidien, on a hésité à rassembler les moyens permettant de traiter ces sujets. Or à chaque fois, les solutions existent, les collaborations se proposent, de nouveaux reportages peuvent être entrepris... Dans ce cadre là, le passage aux 12 pages devient une nécessité que la tenue de notre souscription va rendre rapidement possible.

● Nécessité de progresser dans la tenue des débats. Qu'il s'agisse des questions de la révolution portugaise ou de celles de la crise, nos lecteurs ont été intéressés par cette formule du débat. Mais ce qui est le plus souvent demandé, c'est d'être plus clair et plus précis dans le déroulement de notre argumentation, de plus prendre en compte les points de vue contradictoires qui peuvent exister au départ, pour construire le point de vue juste. Bref, ne pas tant affirmer un

point de vue que mieux le démontrer.

● Nécessité d'élargir encore le cercle de ceux qui participent directement ou indirectement à la rédaction de notre journal. Journal de ceux qui luttent, fait par ceux qui luttent, proclamons-nous au lancement du quotidien. C'est bien évidemment toujours notre objectif, et c'est pourquoi, il faut avoir en tête de fortifier bien plus que nous l'avions fait jusqu'à présent, le réseau de nos correspondants, de faire collaborer au Quotidien, ceux nombreux, qui se tiennent prêts à apporter leurs contributions sur tel ou tel domaine.

0

Voilà quelques-uns des points sur lesquels nous voudrions faire porter nos efforts pour améliorer votre Quotidien en ce début d'année. L'enjeu de cette lutte, pour laquelle, vous lecteurs, êtes tous partie prenante, c'est de réussir à partir du quotidien qui existe actuellement à rédiger effectivement le Quotidien du Peuple, c'est-à-dire un journal qui ne soit pas un simple complément marxiste-léniniste de l'actualité, (ou d'une partie de cette actualité), mais un journal qui soit réellement le journal du peuple capable de partir des problèmes qu'il se pose, pour avancer vers leur solution. Cette lutte qui doit permettre de gagner de nombreux nouveaux lecteurs, qui doit faire du journal une arme dans l'action quotidienne et dans les discussions sur les lieux de travail, cette lutte-là, c'est avec vous que nous la gagnerons !

Le dernier des romantiques

Monsieur Jean-Pierre Cochard, directeur de la gendarmerie nationale et de la justice militaire a fait, devant la presse, à l'issue d'un dîner à Paris, le point sur les perspectives d'avenir de la gendarmerie.

Pour 76, augmentation des effectifs portés à 78 000 hommes contre 76 500 en 75.

Parmi les problèmes, les gendarmes sont mécontents de l'incompréhension et de la réticence des citoyens à leur égard. « Le gendarme, qui est le dernier des romantiques » a ajouté Monsieur Cochard « déplore d'être mal aimé ».

Faisant appel à « l'esprit civique » des citoyens, le patron des gendarmes a fait remarquer « c'est sur la route que le gendarme traite la plupart des affaires judiciaires. Aussi, la compli-

été des automobilistes, qui, d'un appel de phares, s'avertissent de la présence d'un gendarme, est insupportable et peut favoriser un criminel de droit commun ».

Le porte-parole des romantiques en uniforme a enfin fait savoir que la gendarmerie serait très prochainement dotée en très grand nombre de gilets pare-balles et de véhicules blindés légers. Les brigades rapides d'intervention de six gendarmes, opérationnelles 24 heures sur 24, seront reliées par radio, au siège d'une compagnie.

On le voit, les moyens ne manqueront pas à la gendarmerie pour disperser les grévistes et faire la chasse aux syndicalistes et aux militants ouvriers.

Correspondant
La Roche-sur-Yon

interview de m^e weil

SUITE DE LA PAGE 1



conscient qu'il n'a osé poser aucune question aux inculpés — malgré le nombre d'auditions déjà faites — sur leurs soi-disantes relations internationales. C'est un roman bâti que le juge d'instruction n'a pu reprendre.

QDP : Quelle est la situation des soldats déjà libérés, puis-je, de ces soldats, tous sauf un l'ont été ?

R. : A notre connaissance, tous ceux dont nous sommes chargés sont aux arrêts de rigueur pour soixante jours. Il y en a même d'autres aux arrêts, qui ne figurent pas dans le dossier. C'est un autre problème. Mais pour les premiers, ils se trouvent dans une situation paradoxale puisqu'on les a libérés, et ils se trouvent dans une situation plus difficile que dans les maisons d'arrêt de Fresnes ou de la Santé. Ils sont isolés, et il n'y a plus aucun moyen de les joindre. Nous avons écrit à M. Lecanuet, qui nous a fourni une réponse que l'on entendrait bien dans certains pays d'Amérique Latine, en nous expliquant que cela n'était pas de la compétence de son ministère, mais de celui des armées ou de l'intérieur, nous renvoyant donc à M. N'Y A RIEN DANS LE DOSSIER, à part une visite, qui n'a rien à voir avec l'affaire, de un ou deux soldats portugais, dont toute la presse s'était fait l'écho. Il n'y a absolument rien à ce sujet dans le dossier, en voici une preuve très précise : le juge d'instruction Gallut en est tellement

QUOTIDIEN DU PEUPLE : Qu'est-ce qui a amené le collectif d'avocats à prendre la décision de publier le communiqué dans lequel vous affirmez que les dossiers de l'accusation sont vides, et finalement d'ouvrir ces dossiers ?

R. : La raison principale est la suivante : depuis l'origine de cette affaire, il y a une campagne d'intoxication du gouvernement à travers les déclarations de Chirac à l'Assemblée, puis Lecanuet à la télévision, qui s'est doublée d'une campagne d'intoxication dans la presse d'un certain style.

Un certain nombre de quotidiens et d'hebdomadaires, en relais du gouvernement ont présenté la procédure soumise à la Cour de sûreté comme une procédure que vise un complot. C'est ce que beaucoup de gens, sensibles à ces moyens d'information, croient. Il y avait là quelque chose de tout à fait nécessaire à redresser, car il ne suffisait pas de convaincre nos amis politiques, nous nous étions rendus compte que cette intoxication commençait à porter ses fruits, y compris même dans une certaine partie de la gauche, ce qui conduisait à un isolement de la CFDT tout à fait excessif.

De plus, après avoir eu quelques difficultés pour avoir la copie intégrale du dossier, petit à petit nous en avons eu connaissance. Et il est apparu que malgré le volume de la papperasse — ce qui n'est pas difficile à accumuler — il n'y avait en réalité absolument rien qui puisse justifier l'idée même d'un complot.

Ce dossier se compose exclusivement de quelques tracts, rédigés par des appelés, qui ont fait appel à DES organisations syndicales, j'insiste sur le DES, pour les aider matériellement à ronéoter ces tracts, et parfois à les distribuer. Pour être complet, pour ne rien laisser dans l'ombre, ce qui serait faire le jeu du pouvoir, il y a aussi dans deux ou trois cas un prêt de local afin de présenter à la presse les revendications de ces appelés. Voilà l'essentiel du dossier.

A partir de là on interroge les appelés, les militants essentiellement CFDT concernés, on les interroge à la P.J, on perquisitionne, on interroge leur femme. Cela fait vite trente ou quarante pages.

Puis, il y a le transfert à la

cour de sûreté de l'Etat, nouvelles papperasses, interrogatoire du juge d'instruction, nouvelle enquête de témoins, complémentaire soi-disant, mais c'est toujours autour de la déposition de l'inculpé. Bref, vous avez à propos de Chaumont, Cazaux, Bordeaux, Besançon... 80 ou 100 pages, ce qui fait au total 800 pages. Et ça tourne autour de quoi ? Au maximum, 4 ou 5 tracts, souvent un ou deux pour lesquels on interroge toute une série de personnes. Donc le fond du « complot », ce sont des tracts et rien d'autre. Ça veut dire qu'en France, en 1975, le gouvernement poursuit pour crime — n'oublions pas que l'article 84 est un crime, pas un délit de presse — des gens qui conçoivent et rédigent un tract.

Voilà le dossier, juridiquement : certains tracts autour desquels il y a des interrogatoires, des perquisitions, de la papperasse. Cette campagne d'intoxication du pouvoir, il fallait absolument s'y opposer. Cela était tellement évident que cela faisait l'unanimité de tous les avocats, sur le principe même. C'était une obligation, sur le terrain strict des droits de la défense, de prendre une position claire, unanime, qui réponde à cette campagne qui repose sur le mensonge : M. Lecanuet, à la télévision, se croyant habile, a voulu retirer deux lignes d'un tract, il aurait du avoir l'honnêteté de lire la totalité du tract. De toutes façons, ces deux lignes, on avait le droit de les écrire, ou alors le délit d'opinion existe, mais enfin qu'on l'indique.

Pour me résumer, ce communiqué était nécessaire pour trois raisons : pour les droits de la défense, c'était impératif, et ne pas le faire aurait été une faute grave, du point de vue « professionnel ». En second lieu, le secret de l'instruction a déjà été violé par Lecanuet lui-même, dans la première page de France Soir, ou on rapportait que dans l'entourage de M. Bourges on disait que M. Gallut avait été effrayé par ce qu'il avait trouvé dans le dossier. Effrayé donc par des tracts, et rien d'autre... Il a été violé par le journal Sud Ouest, lorsque avant même que Michel Bourré ait été transféré à la cour de sûreté, ce journal publiait le détail de son interrogatoire, et il y a bien d'autres exemples. Il n'y avait plus que les avocats qui devaient rester

muets. Or dans l'hypothèse où l'on maintient cette loi absurde qu'est le secret de l'instruction, elle devrait au moins avoir pour objet la protection des individus. Cela tournait au canular...

QDP : Et l'aspect complot international, qui a fait le fond de bien des déclarations gouvernementales, qu'en est-il ?

R. : C'est un des aspects les plus importants de la campagne d'intoxication, et c'est sans doute le deuxième point, en dehors des déclarations intempestives de certains ministres, qui a retenu notre attention ; IL N'Y A RIEN DANS LE DOSSIER, à part une visite, qui n'a rien à voir avec l'affaire, de un ou deux soldats portugais, dont toute la presse s'était fait l'écho. Il n'y a absolument rien à ce sujet dans le dossier, en voici une preuve très précise : le juge d'instruction Gallut en est tellement

Solidarité avec les soldats, exigeons l'embauche après le service !

« Les sections syndicales CFDT Thomson-CSF de Saint-Egrève apportent leur soutien total aux luttes des soldats, travailleurs sous l'uniforme. Elles demandent la libération immédiate de tous les militants et soldats emprisonnés, la suppression des tribunaux d'exception, comme la Cour de Sûreté de l'Etat, la reconnaissance du droit à s'organiser - syndicat ou comité - pour tous les soldats. Elles font leur, une des revendications des soldats qui est : réembauche des travailleurs après le service militaire (ceci s'intégrant dans la lutte contre tout licenciement dans les 2 centres). C'est pour cela que, lundi 8 décembre, elles avaient organisé et soutenu un débrayage pour la réintégration d'un ouvrier, qui avait travaillé 9 mois à la Sescosem, avant son service militaire. Tous les travailleurs - femmes et hommes - du même bâtiment que lui ont débrayé rapidement dès l'annonce du licenciement, défilé en cortège dans toute l'usine et obligé le chef du personnel à accorder une entrevue : « je ne peux rien faire, il n'y a pas de travail, mais peut-être M. Zanetto (PDG) pourra, lui, le reprendre. Malheureusement, il est absent pour 2 jours ».

Il a donc été décidé de l'attendre, tout en restant mobilisé. 48 heures plus tard, on annonçait aux délégués syndicaux qu'une place avait été trouvée miraculeusement et que le camarade serait réembauché le 31/12. Nous avons donc fait reculer la direction, mais pas entièrement : notre camarade va être réembauché mais avec un nouveau contrat et une nouvelle période d'essai. D'autre part, les patrons de l'usine ont bien précisé qu'il s'agissait d'un « cas exceptionnel », qu'ils ne revenaient pas sur leur décision de ne pas réembaucher après le service militaire ; donc la même question ne reposera pour tous les autres qui vont sortir de l'armée ! C'est pourquoi la CFDT estime nécessaire un échange d'information et de faire le lien entre l'usine et l'armée, et, également, de préparer la lutte pour la réembauche des appelés après le service, sans être pris de court à la dernière minute.

La CFDT rappelle qu'elle s'oppose à tout licenciement, quelle qu'en soit la forme : travailleurs en longue maladie, femmes en congé d'allaitement, jeunes revenant du service militaire.

communiqué CFDT Sescosem

luttes paysannes

APRES LES MANIFESTATIONS VITICOLES...

Suite de la une

conte vietnamien

QUI SONT LES ALLIES DES PETITS ET MOYENS VITICULTEURS ?

Les travailleurs de la Cofa (Compagnie Française de l'Azote) de Sète, ont répondu à cette question en venant en délégation avec la CGT au barrage d'Issanka pour apporter leur soutien aux viticulteurs et aussitôt après, une délégation des dirigeants viticoles a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme à la Cofa où un dirigeant du Comité Régional d'Action Viticole a déclaré : « Je suis heureux de cette première rencontre paysans ouvriers. C'est là un acte positif. Nous avons chacun de notre côté les mêmes problèmes de défense de nos revendications et nous voulons tous vivre sans nous expatrier. L'unité d'action est nécessaire, chacun avec nos propres revendications ».

COMMENT RESOUDRE LE PROBLEME DE LA VIOLENCE ?

Dans chaque rassemblement, le problème de la violence était posé et s'est exprimé (routes et voies ferrées défoncées, chargement de vin de provenance douteuse totalement détruit, etc.) et chacune de ces actions a donné lieu à des débats parfois très vifs sur : quelle est la nature de la violence à employer pour résoudre rapidement le problème viticole. Pour le PCF et le Modef, la réponse est claire : il ne faut pas utiliser la violence. Et que penser de cette réflexion du représentant des jeunes viticulteurs du Modef de l'Hérault, au barrage d'Issanka, assimilant violence et gauchisme « qui mène droit au fascisme, car la violence entraîne le cy-

cle provocation-repression ?

Comme si la bourgeoisie avait besoin de provocations pour réprimer ! Quand on fait une occupation d'usine, un barrage routier, une manifestation publique est assimilée à une « provocation ! » Les viticulteurs présents au rassemblement du 3 juin 1975, à Montpellier, ne se font plus d'illusions sur la possibilité d'obtenir satisfaction par des manifestations pacifiques, alors que 5000 d'entre eux se sont fait sauvagement réprimer par une nuée de CRS, alors qu'aucune « provocation » n'avait eu lieu de la part des manifestants. Le Comité Régional d'Action Viticole n'a été nullement surpris puisqu'il avait déjà annoncé la possibilité de créer des commandos par village.

Maffre Baugé, un des responsables du C.R.A.V. a même tenu à préciser que si rien n'était obtenu le 30 décembre « nous sommes prêts à entrer dans la clandestinité pour défendre notre droit à la vie » car « chaque fois que nous nous sommes tus, nous l'avons payé ». Et il a conclu son intervention en appelant les viticulteurs à une action permanente et prolongée : « C'est une question de vie ou de mort ». Ce durcissement très net des prises de positions a été ressenti par tous comme le reflet de la dégradation permanente de l'agriculture languedocienne sacrifiée aux accords européens. Et quel que soit le résultat obtenu, mardi 30 décembre, le C.R.A.V. se réunit le 3 janvier prochain pour relancer l'action.

Robert Rivière.

Précisons qu'il ne s'agit pas d'une première rencontre paysans-ouvriers pour tout le monde, comme peuvent en témoigner les viticulteurs du MIVOC (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan) qui n'ont jamais hésité à aller discuter avec les travailleurs en lutte comme ceux de la Solamea à Pezenas, au printemps, et même à organiser une vente directe de vin dans un quartier ouvrier de Marseille, suivie d'un débat.

Mais pour le PCF, la journée du 29 et cette unité étaient aussi une grande découverte, « ... une évidence, tout à coup, qui naissait sur cette route ».



jeunes agriculteurs: des credits pour qui ?

De moins en moins de fils de paysans décident de continuer l'exploitation de la ferme de leurs parents, non qu'ils ne trouvent pas d'intérêt dans le travail de paysan, mais la surface minimum pour vivre augmente chaque année, ainsi que les investissements nécessaires (donc, les emprunts).

Devant cette situation, les représentants de ceux qui nous exploitent ont décidé d'aborder ce problème, non pour le résoudre, mais pour faire croire qu'ils allaient soutenir tous les jeunes agriculteurs. La presse bourgeoise a parlé abondamment d'une «dotation de 2,5 millions pour l'installation de jeunes agriculteurs». (en fait, 1 million après l'installation, 1 million 18 mois après, 500 000 F 3 ans après). Qu'en est-il exactement ? Est-ce que cette dotation va profiter à des jeunes agriculteurs fils

de petits paysans ?
 Quelles sont d'abord les conditions pour bénéficier de cette dotation ?
 • Etre assujéti à la TVA (Déjà on favorise ceux qui veulent beaucoup acheter, donc récupérer la TVA sur leurs investissements).
 • S'engager à rester paysans pendant 5 ans.
 • Avoir moins de 35 ans.
 • S'installer pour la 1ère fois : cela évitera que les petits paysans qui avaient abandonné leur activité ou la faisaient à mi-temps avec un travail salarié (en équipe) ne profitent de cette dotation pour essayer de se «relancer». Cela bloquera aussi beaucoup de jeunes qui travaillaient comme aide-familiaux, et à côté, exploitaient 2 ou 3 ha, ou un atelier hors-sol (élevage, etc...). En effet, par cette activité annexe qui leur permettait de s'assurer un

complément de salaire, ils cotisaient à la Mutualité Sociale Agricole. Ils sont donc considérés comme déjà installés. Ce cas touche beaucoup de jeunes qui aident leurs parents, pour ensuite s'installer à leur place.
 • Capacité professionnelle : avoir 5 ans de pratique ou posséder certains diplômes (BAA ou BEPA) que les 3/4 des jeunes agriculteurs ne possèdent pas.
 • Un nouveau barrage, surtout pour les fils de petits paysans obligés très tôt d'aider les parents après la classe ou même les jours d'école.
 • Avoir une Surface Minimum d'Installation (SMI) qui varie suivant les régions, mais qui est une barrière supplémentaire pour les fils de petits paysans. Cette surface peut être compensée par des équivalences hors sol

(élevage, par exemple : 5 truies = 1 ha.). Mais pour avoir ces équivalences en élevage, il faut les acheter, donc emprunter au Crédit Agricole (qui lui ne prête qu'à ceux qui ont de la surface souvent supérieure à la S.M.I.)... Cercle vicieux !
 Cette dotation s'adresse à des fils de moyens et gros paysans qui ont beaucoup de surface pour miser sur une agriculture capitaliste d'investissement.
 Cette prime exceptionnelle est donc à mettre sur le même plan que toutes les pseudo-mesures actuelles de la bourgeoisie. Comme la soi-disant retraite à 60 ans, cette dotation ne profitera qu'à un nombre infime de paysans, et en tout cas pas aux petits-paysans !

LE PEIGNÉ D'IVOIRE

Camarades, dans cette noire période, nous vivions évidemment dans la clandestinité ; pour mourir, il fallait aussi mourir clandestinement. Il n'était pas possible d'élever un tertre sur la sépulture de Sau. Car si l'ennemi la trouvait, il l'aurait déterrée et pourrait nous dépister. La tombe se confondait donc avec la surface de la terre, dans la forêt. Je fis une incision sur un arbre à côté, pour marquer l'endroit. C'était donc de cette manière qu'il fallait vivre et mourir. Qui aurait pu le supporter ? Nous étions donc forcés de prendre les armes. Quand nous eûmes une base assez sûre, je reçus la visite d'un parent. Je voulais lui confier le peigné d'ivoire pour la petite Thu, mais il m'apprit que madame Sau et sa fille n'étaient plus au village. Avec les opérations de «dénonciation des communistes», les nettoyages et incendies perpétrés par les Américains et leurs fantoches, au bout de quelques années et il n'était plus resté grand-chose de notre village. Les gens se dispersaient et n'arrivaient plus à avoir de nouvelles les uns des autres. «Le bruit avait couru que madame Sau serait allée à Saïgon, mais on avait appris ensuite qu'elle était retournée dans la Plaine des Joncs». Et c'est ainsi que j'ai continué à garder le peigne sur moi. Je restais à contempler ce souvenir dans la main, le cœur mélancolique.

Le sol était souvent glissant et en maints endroits il fallait patauger dans la boue ou dans l'eau. Nous nous tenions serrés les uns derrière les autres, et nous glissions et tombions à tour de rôle. L'un se relevait à peine que l'autre faisait une chute dans la rizière. Nous avions nos sandales à la main et tâtonnions pas à pas. A l'approche d'une rivière, la conductrice nous fit faire halte et envoya deux éclaireurs explorer le chemin. Au bout d'une vingtaine de minutes, ils tombèrent dans une embuscade. Cette fois l'ennemi ne resta pas à l'affût dans les vergers le long de la rive, mais se posta dans les champs. Ils déclenchèrent une fusillade nourrie. Les balles sifflaient par dessus nos têtes.
 — A plat ventre ! ordonna la conductrice. Camarade Tu, emmenez les voyageurs. Pour moi, je reste ici.
 Les ordres à peine donnés, elle avait déjà disparu. Les balles se croisaient en un réseau serré au-dessus de nous, passaient en sifflant sur la rizière, nous forçant à nous plaquer au sol.
 A ce moment, des coups de carabine éclatèrent sur le côté gauche. Les balles de l'ennemi se portèrent aussitôt dans cette direction. Je compris que la conductrice était allée attirer le tir adverse.
 — Courez ! ordonna Tu, le camarade agent de liaison.
 Nous nous élançâmes. Je ne suis pas un habitué des combats, pourtant à ce moment-là, je ne me faisais plus de soucis pour moi-même, mais pensais à la jeune conductrice. Notre groupe courait en désordre à travers le champ pour atteindre directement la ligne des arbres et passer la rivière.

Pendant que tout le monde jouissait tranquillement du plaisir de glisser à toute vitesse sur l'eau, la conductrice ralentit brusquement en annonçant :
 — Les avions.
 Elle gara l'embarcation sous un bouquet de bambous et arrêta le moteur. Le second canot arrivait juste derrière et s'abrita de même. Maintenant on entendait distinctement le bruit caractéristique des hélices des hélicoptères yankees. Vraiment la jeune conductrice avait une ouïe remarquable. Il n'était pas facile de distinguer le vrombissement encore lointain des hélicoptères dans le bruit du moteur du canot.
 L'embarcation tangua et plusieurs voyageurs manquèrent de perdre l'équilibre. La conductrice nous rassura :
 — Ils sont encore loin, mes oncles. Montez sur la berge et dispersez-vous. Cherchez à vous cacher et quand ils arriveront, prenez soin de ne pas bouger.
 Après minuit, nous reprimés notre chemin par la voie de terre. Nous allions le long des diguettes à travers

La fusillade se faisait de plus en plus intense. Je m'efforçais de distinguer le bruit de la carabine de la conductrice mais ne pus y arriver et mon cœur battait à tout rompre.
 Cette fusillade nous fit parvenir de bonne heure au village. Les camarades de la station D.A. venaient également d'y arriver. Nous n'avions pas à y rester longtemps. Notre groupe se reforma dans un verger de cocotiers au feuillage flétri par les épandages chimiques des Américains. Les voyageurs étaient au complet. Certains n'avaient plus leurs sandales. Quelques-uns avaient perdu leurs sacs à dos en passant la rivière. Pour moi, encore solide malgré mon âge, je n'avais rien perdu.

(à suivre)

29 DECEMBRE 1920 : LE PCF EST CREE

Depuis longtemps, le PCF ne représente plus les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses populaires. Au contraire, il les trahit quotidiennement.

Mais, le 29 décembre 1920, lorsque le PCF (alors SFIC, Section Française de la 3^e Internationale Communiste) fut créé à l'issue du Congrès de Tours, il était porteur de l'espoir de millions de prolétaires et paysans pauvres. Né et forgé dans la lutte contre la guerre, le PCF était le premier parti authentiquement révolutionnaire que le prolétariat français se donnait.

CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA TRAHISON SOCIALISTE

L'absence d'un tel parti, en France, avait été durement ressentie par les paysans et ouvriers lorsque, le 31 juillet 1914, Jaurès assassiné et la guerre imminente, le Parti Socialiste avait lancé un appel au calme et, en contact permanent avec le gouvernement, avait invité les ouvriers à se transformer en chair à canon. «*Pourri par l'opportunisme depuis des années, devenu un parti de simples luttes électorales et de combinaisons parlementaires, tombé ainsi dans une collaboration de classe effrénée avec le gouvernement et la bourgeoisie, le Parti Socialiste, imité d'ailleurs par les dirigeants anarcho-syndicalistes, était devenu le pouvoyeur de la boucherie impérialiste*», écrit André Marty.

De fait, alors que le Parti Socialiste soutient et participe aux gouvernements qui mènent la guerre impérialiste, le prolétariat français, livré à lui-même, cherche la réplique à la tuerie impérialiste (voir QdP du 10/11/75 - 1914-1918 : «*Guerre à la guerre impérialiste*»).

L'EXEMPLE A SUIVRE : OCTOBRE 1917

Avec le succès de la Révolution d'octobre 1917, une idée pénètre au sein de la classe ouvrière et du peuple français : l'exemple à suivre, c'est celui de la révolution soviétique.

Les éléments avancés se regroupent alors autour du «*Comité pour la reprise des relations internationales*», lancé en août 1915 par *La Vie Ouvrière*. Il y a d'anciens militants socialistes restés fidèles à l'esprit de lutte de classe, revenus sur les positions fondamentales du socialisme (Marcel Cachin) ; les meilleurs éléments du mouvement syndical, décidés à changer fondamentalement, par la révolution violente, l'ordre de la dictature bourgeoise (Pierre Semard ou Gaston Monmousseau), enfin, les soldats et marins, ceux dont Henri Barbusse disait qu'ils étaient tous des «*morts en sursis*» : Raymond Lefèvre (qui trouva la mort en revenant de Russie Soviétique où il avait été invité par l'Internationale) et Paul Vaillant-Couturier en sont les animateurs. Ils ont une base solide : la classe ouvrière de la région parisienne, et, à sa tête, les ouvriers de la métallurgie.

Ces trois courants se retrouveront, au lendemain du 11 novembre 1918, dans le combat contre le régime capitaliste et les traîtres. En effet, presque aussitôt, une action de grande ampleur est engagée par la classe ouvrière pour les salaires et les huit heures, la démobilisation immédiate et la suppression des mesures de dictature militaire.

CONTRE LE RÉGIME CAPITALISTE ET LA GUERRE AUX SOVIETS

Cette lutte culmina lors des grèves de 24 h, le 1^{er} mai 1919. A Paris, 900 000 travailleurs manifestent malgré l'état de siège. Dans de nombreux cas, les soldats refusent de tirer et fraternisent avec les manifestants. Quelques jours plus tard, 100 000 travailleurs participent aux obsèques de Lorne, jeune électricien parisien assassiné par la police le 1^{er} mai. Les mouvements de 1919 ont mobilisé près de 1 200 000 travailleurs. Très rapidement, la CGT élargit son nombre d'adhérents, mais, après l'échec de la grève du 21 juillet, la base comprend que la lutte doit aussi se mener contre les dirigeants réformistes qui s'étaient opposés à cette journée de grève, appelée par l'Internationale Communiste (créée quatre mois auparavant), sur les mots d'ordre : Solidarité avec la Révolution hongroise, fin de l'intervention en Russie. Dès lors, il n'y a pas une manifestation ouvrière, pas une grève qui n'ajoute à ses revendications la solidarité avec l'Union Soviétique, pays dont les travailleurs ont renversé le capitalisme.

Les ouvriers et paysans encore mobilisés et débarqués à Odessa en Crimée, répliquent à l'intervention de la bourgeoisie par la solidarité avec le peuple soviétique : le 58^e d'Infanterie refuse, le 2 février 1919, à Tiraspol, de marcher contre les Soviétiques ; les équipages des navires de guerre de la Mer Noire se révoltent et, en juin 1919, à Toulon, il y a un refus collectif des équipages de partir en Mer Noire, appuyé par une action de masse, en ville, des marins, soldats et ouvriers, cherchant à se transformer en mouvement insurrectionnel. Ainsi, le mouvement de masse en France, de 1919 à 1920, né de la volonté de faire payer les responsables de la guerre, dressait les soldats et travailleurs à la fois contre le régime capitaliste et pour la solidarité avec la République des Soviets.

CONTRE LE RÉFORMISME ET L'OPPORTUNISME

C'est de ce mouvement global qu'allait sortir le PCF. Au sein du Parti Socialiste, l'idée domine dans toutes les sections : «*Assez de massacre, nous n'en voulons plus. Et, pour cela, assez du régime capitaliste*». Face aux trahisons répétées des dirigeants sociaux-démocrates ou anarcho-syndicalistes, la question se pose de savoir pourquoi le prolétariat soviétique a réussi à faire la Révolution : «*parce que, là-bas, ils n'ont pas mis les intérêts de la classe ouvrière au service de la classe dominante. Ils ont continué la lutte de classe*».

Plusieurs événements d'importance viennent renforcer cette réflexion : la fondation, le 2 mars 1919, de l'Internationale Communiste, qui démasque les mensonges de la bourgeoisie ; mais aussi la diffusion des premières brochures sur la Révolution Soviétique, dont «*L'État et la Révolution*». Le prolétariat français découvre alors que le Parti Communiste Bolchevique est un parti ouvrier de type nouveau, dont la doctrine est le marxisme-léninisme, et dont la ligne politique est le reflet des aspirations des masses populaires. La résolution finale du Congrès constitutif de l'Internationale Communiste affirme : «*la portée historique universelle de l'Internationale Communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle : dictature du prolétariat*».

La lutte pour l'adhésion à la III^e Internationale, en donnant à la commission administrative permanente du Parti le mandat «*d'entrer sans délai en négociation avec les organismes qualifiés de la III^e Internationale*». C'était un nouveau pas vers la rupture avec l'opportunisme. La nécessité d'en finir avec le réformisme apparut toujours plus aux prolétaires après l'échec des grèves de 1920, dû à la trahison des directions du PS et de la CGT.

De retour du II^e Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou (19 juillet-7 août 1920), Marcel Cachin diffuse ses témoignages et compte-rendus, faisant connaître un peu plus la réalité de la révolution soviétique.

dirigeants socialistes entrés dans la politique de collaboration avec la bourgeoisie ; leurs positions se rapprochent de plus en plus de celles de la droite.

Au Congrès de Tours, la majorité revenait aux partisans de l'adhésion à la III^e Internationale. Le délégué du Vaucluse déclarait : «*Nous sommes pour la troisième Internationale parce qu'elle condamne le réformisme, parce qu'elle condamne ce passé dont nous rougissons, le passé du socialisme de guerre... Nous avons la conviction que la Révolution russe entraîne les masses prolétaires. Les socialistes de droite peuvent se coaliser avec la bourgeoisie, ils n'arrêtent pas le règne de la Révolution russe. Le Parti socialiste français doit*



LA SORTIE DU CONGRÈS DE TOURS

De toutes les discussions, surgissaient des majorités accrues pour la II^e Internationale, c'est-à-dire pour la doctrine et les méthodes d'organisation du Parti qui avait assuré le succès des travailleurs russes : c'était les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste (rupture absolue et entière avec le réformisme et élimination de ses représentants ; organisation concrète du travail en direction de la paysannerie laborieuse et des paysans et ouvriers sous l'uniforme ; solidarité effective avec la lutte des peuples soviétiques et les peuples des colonies ; réorganisation du parti sur les bases du centralisme démocratique, subordination du groupe parlementaire aux organes dirigeants etc.)

LE CONGRÈS DE TOURS (DÉCEMBRE 1920)

A la veille du Congrès de Tours, trois courants se dégagent : celui des partisans de l'adhésion à la III^e Internationale, dont l'autorité grandit, formé d'anciens dirigeants ayant corrigé leurs erreurs et de nouveaux militants issus de la génération du feu ou récemment entrés dans la production ; les adversaires déclarés de l'adhésion ; enfin, les «*reconstructeurs*» de Conguet et Blum, dirigeants réformistes qui, contre l'Internationale Communiste, préconisent la «*reconstruction*» d'une Internationale conservant, en son sein, les partis et les

marcher dans la voie qui lui a été tracée par Moscou ».

En adoptant à la majorité des deux tiers les conceptions de l'Internationale Communiste, le Congrès de Tours brisa avec le passé de corruption de la social-démocratie, dénoncée par la déléguée de l'Internationale Communiste, Clara Zetkin : «*Il faut briser avec le passé, avec la politique réformiste, opportuniste, des majoritaires et des centristes, avec leur phraséologie et leur idéologie opportuniste et contre-révolutionnaire* ». Les Blum et les Conguet, battus, scissionnent et créent la SFIO.

Désormais, la question, pour le PCF, allait être de mettre les actes en accord avec les paroles. La «*scission*» de Tours - première tentative de créer en France un parti léniniste - est, en effet, une «*scission large*», qui n'empêchait pas de nombreux centristes masqués de rester dans le Parti pour tenter de le modifier de l'intérieur dans le sens du réformisme. Comme le déclarait le délégué des Pyrénées-Orientales : «*Il y en a qui, en paroles, acceptent tout, mais qui, dans l'action pratique, à la première occasion, y failliront* ». La manière dont le PCF tentera de répondre aux aspirations des masses est un autre chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Camille Noël

DANS NOTRE COURRIER

PENVÉNAN : TABLE RONDE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE AVEC DES JEUNES OUVRIERS ET DES PAYSANS BRETONS DU TRÉGOR

Nous nous sommes réunis pour discuter de la jeunesse ouvrière et paysanne de notre région bretonne du Trégor. Cela nous a donné l'occasion de mieux nous connaître, d'échanger nos points de vue sur le travail, les loisirs, l'avenir.

De cette réunion, nous avons écrit un article que nous vous communiquons.

Le Quotidien du Peuple n'est pas encore bien connu par ici mais nous allons faire en sorte qu'il soit annoncé aux devantures des librairies, nous leur avons donc distribué des fiches publicitaires. Prochainement, nous annoncerons dans le Quotidien du Peuple une nouvelle réunion de lecteurs car nous savons que le journal est lu à Gineamp, Lannion, Lézardrieux. A nos prochains articles, nous joindrons quelques dessins, cela manque actuellement dans le Quotidien. Déjà un de nos amis s'est mis au travail et les idées ne manquent pas.

Les jeunes travailleurs du Trégor sont en majorité employés à Lannion, principalement dans de grandes usines de fabrication d'appareils téléphoniques (CNET, LMT, LTT). En 72, deux petites usines se sont implantées dans la région : SLE (Société Lannionnaise Electronique) à Tréguier, annexe du CNET et une autre entreprise de tournage qui emploie une vingtaine d'ouvriers.

La jeunesse populaire trégorroise, malgré qu'elle ait souvent une formation professionnelle ne peut être assurée d'être embauchée dans les

usines de la région. Certains, alors, ne voulant pas partir à Paris, préfèrent aller travailler dans les fermes moyennant 40 F. par journée pour 10 h. de travail par jour, samedi inclus. Ou alors, ils restent trop longtemps sans trouver du travail et, sans argent, ils s'engagent dans la marine marchande ou d'Etat. Quelques officiers de marine retraités travaillant dans les assurances contactent beaucoup le monde ouvrier, ainsi, ils incitent les jeunes chômeurs à s'engager dans la marine d'Etat, leur laissant entrevoir une brillante carrière et une grosse prime à l'engagement.

Après leur semaine de travail les jeunes ouvriers et paysans de la région se réunissent dans les cafés, car c'est là qu'ils rencontrent parfois des amis qu'ils ont perdu de vue depuis le temps du collège ou du CET. Mais l'atmosphère de ces endroits se prête mal aux rencontres que peuvent avoir les jeunes travailleurs entre eux. Le samedi soir, dans les clubs, une consommation ordinaire coûte au moins 12 F, l'ambiance musicale est assourdissante et incompréhensible et quand un jeune, sous l'emprise de l'alcool, se comporte mal dans l'établissement, le patron le vide comme un chien.

Face à ces moyens de loisirs abstraits et creux proposés par la petite bourgeoisie locale, les jeunes travailleurs de la région se sont un jour réunis pour discuter des loisirs qu'on leur propose... ou plutôt qu'on leur impose. Plusieurs réunions se sont tenues et, un jour,

nous avons créé un centre culturel à Penvénan. Nous avons commencé par organiser des soirées-débats nous avons passé des films, invité des poètes bretons dont Gilles Servat. Ensuite, nous connaissons des difficultés. L'animateur partit à l'armée et le maire du bourg trouvant nos activités peu traditionnelles trouva un prétexte pour nous interdire le local municipal. Mais aujourd'hui, nous avons réorganisé le centre culturel et un programme d'activités est en cours de préparation.

A propos de la classe ouvrière et paysanne de Bretagne, nous considérons qu'il est plus juste de parler en terme de minorité nationale et culturelle que de « Peuple breton », car du « Peuple breton » se réclame aussi le patronat petit et moyen que défavorise le centralisme parisien et ses monopoles. Il est à peine besoin de démontrer que notre profonde aspiration à un changement de société ne peut être compatible avec la grogne de ces messieurs.

La tentative de la bourgeoisie française d'étouffer la langue bretonne et par là même de détruire sa culture populaire et de gommer son histoire est un échec. Aujourd'hui, la langue bretonne est comprise par une majorité de la jeunesse populaire et un millier la parle couramment. Dans certaines régions de Bretagne (le Trégor et l'Argoat), quelques vieux paysans ne se comprennent qu'en breton et pour ceux-là, il n'est pas évident qu'ils se reconnaissent français. Mais cela dit, on ne refait pas l'histoire.

Toute bataille de lutte de classe en Bretagne a toujours une portée « bretonne » qui se manifeste à travers de nombreuses fêtes culturelles. Nous pensons, par exemple, au conflit du Joint Français, au printemps 72. Leur mot d'ordre était aussi « Vive l'unité des travailleurs en lutte ! » et comme à Lip, leur victoire est une étape importante du mouvement ouvrier de France.

L'Association des Amis du Quotidien du Peuple organise un réveillon populaire

ENEZ NOMBREUX

LE 31 DÉCEMBRE À 20 H 30
CENTRE SOCIAL, LONGWY-Ht.

Participation aux frais : 30 F (bal, animation, dîner), boissons non comprises. Réservez vite vos places tous les soirs de 17 h. à 18 h., à la permanence au centre social. Tel : 23-18-08

En raison des fêtes de fin d'année, le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas jeudi 1^{er} janvier 1976.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

télévision

programme

MERCREDI 31 DÉC

TF 1

20 h 30 - MARIE-ANTOINETTE
22 h 00 - REVUE DE FIN D'ANNÉE
0 h 15 - FESTIVAL FRED ASTAIRE

A 2

20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES BRANQUIGNOLS
22 h 10 - LES ROBINSON SUISSES
23 h 10 - VARIÉTÉS DU BRÉSIL
23 h 40 - L'AN 2 SUR L'A2

FR 3

19 h 55 - JOURNAL
20 h 30 - LE BARBIEH DE SEVILLE
22 h 50 - PAR LA FENÊTRE D'EN HAUT
24 h 00 - LES 12 COUPS DE MINUIT
0 h 05 - JOURNAL et fin

JEUDI 1^{er} JANVIER 1976

TF 1

20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR : LA MANDRAGORE
22 h 10 - LA FIN DES SEIGNEURS DU DÉSERT
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2

20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA GRANDE VADROUILLE
22 h 20 - RÉCITAL : CORA VAUCAIRE
23 h 20 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 30 - LES CHEYENNES de J. FORD
22 h 55 - JOURNAL et fin

L'année à la télévision se termine comme elle a commencé : dans l'indigence. Yves Mourousi, Guy Lux et les Branquignols nous ont infligé pour le réveillon. Il faut espérer que la rétrospective du petit rapporteur présentée par Jacques Martin nous fera voir les meilleurs extraits de cette émission.

Pour le premier janvier, à 20 h 30, deux films sont en concurrence sur A 2 et FR 3 : « La grande vadrouille » et « Les Cheyennes ».

Les Cheyennes : un des derniers John Ford, un des meilleurs aussi. Les images tournées en extérieur sont parfois très belles, le scénario est bien construit, l'histoire passionnante. Après avoir montré dans ses nombreux westerns les Indiens comme des sauvages sanguinaires, John Ford tente de se réhabiliter, mais sa conception ne change pas, même humaniste le regard qu'il porte sur les Indiens est toujours aussi condescendant. C'est une autre manière de nier l'extermination des peuples indiens.

La grande vadrouille : ce film de 66 est une des grandes interprétations de Bourvil avec De Funès comme partenaire. Deux français pendant l'occupation cherchent à passer en zone libre et cela, au prix de multiples aventures, d'une bataille où le système D. est roi. Les nazis sont tournés en ridicule, ce qui n'est pas toujours le cas dans les films comiques tournés à cette époque et d'une manière générale l'enchaînement des gags de bonne qualité est bien fait.

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

Dans le périmètre réservé, il y a de nombreux parlementaires, des conseillers généraux, des conseillers municipaux... On attend le premier ministre.

Le faste mortuaire a été décidé par les autorités : pour les veuves, pour les enfants, pour tous les travailleurs qui sont là, la tension est difficilement soutenable.

Alors que certaines familles des 42 mineurs n'avaient même pas les moyens de s'acheter des vêtements de deuil, ce faste est tellement odieux que même des bourgeois comme « l'Aurore » émettront quelques réserves.

On attend le premier ministre pour commencer la cérémonie. Il arrivera le dernier, à 10 H passées avec d'Ornano et Michel Durafour, ministre du travail. Il est en retard. Il revient de 4 jours de vacances au Sénégal, il est bronzé.

Alors commencent les discours. Les mineurs et leurs familles ont droit d'abord à la prière de Monseigneur Huyghe, évêque d'Arras : résignons-nous, mes frères ! « Reçois dans la paix éternelle ces 42 mineurs qui sont morts au moment où ils travaillaient pour le service de tous.

PAS UN MOT D'ACCUSATION DES HOUILLÈRES

C'est autour du délégué mineur CFTC, Cerjak, de la fosse 3 bis, de parler, au nom de toutes les organisations syndicales. Pas un mot d'accusation des Houillères, il demande seulement aux représentants du gouvernement et des Houillères de bien vouloir prendre quelques mesures pour limiter « les risques du métier », « pour que la mine soit toujours plus respectueuse de la vie humaine ».

LE MAIRE « SOCIALITE » : NE CRIEZ PAS VENGEANCE !

Puis, Henri Darras, député-maire de Liévin, du parti socialiste, enchaîne : « S'ils pouvaient parler, nos disparus, ils ne diraient pas : vengez-nous ! ». Selon lui, on supprimera les catastrophes, non pas en mettant fin à l'exploitation capitaliste, mais grâce à la « science et la technique » : Attendons le progrès !

L'HYPOCRISIE DE CHIRAC

Pour finir, le premier ministre, Jacques Chirac, prend la parole. Il est fina-

lement le seul à évoquer la responsabilité des dirigeants des Houillères. Des mots pour essayer de donner le change, mais, ils signifient qu'il n'est plus si facile d'entendre le crédo de la fatalité, les mineurs « ne veulent plus l'entendre ». Et dans les allocutions personne n'a osé parler de « fatalité ».

Je suis ici, parmi vous, avec vous, pour dire aux mineurs de France que le peuple français sait tout ce qu'il leur doit, pour dire enfin à cette région, une fois de plus cruellement éprouvée, qu'au delà de ces jours de deuil, elle doit garder l'espoir car je l'assure que tout sera fait pour qu'elle même et ses enfants puissent regarder l'avenir avec confiance... »

Regardez l'avenir avec confiance ! Sûrement pas l'avenir que le capitalisme prépare : pendant le discours de Chirac, des mineurs s'éloignent lentement du quartier, c'est un mouvement de foule.

LA COLÈRE PROFONDE

Le lendemain, « Nord-Matin », quotidien régional à grand tirage, dirigé par Augustin Laurent, du parti socialiste, décrira ainsi les obsèques : « sur les marches de la mairie... toutes les personnalités de la région étaient réunies, celles qui représentaient le pouvoir public, les collectivités régionales et locales, l'administration des Charbonnages et les instances religieuses. Toutes unies dans la même émotion et

le même refus de l'injuste destin des hommes. L'heure n'était pas aux polémiques, la communion était totale, dans la douleur et dans la solidarité... De toute évidence, ces hommes et ces femmes de la mine ont contracté l'habitude du malheur... Ils sont là, brisés, écrasés, devant le représentant de Dieu et celui du gouvernement, ils se taisent, attérés mais fiers ».

En écrivant cela, en prétendant que les mineurs accepteraient leur sort, « Nord-Matin » déforme grossièrement la vérité. Oui, il y avait le silence, il y avait le recueillement. Mais, durant la cérémonie officielle des obsèques, il y avait aussi la colère, colère profonde et contenue, des mineurs, de leurs familles et des proches. A preuve, la banderole hissée au-dessus des premiers rangs par des mineurs de Buay-en-Artois, à 3 mètres des barrières, à partir du moment où Chirac prenait la parole. Sur la banderole, ces simples mots : « il n'y a pas de fatalité, nous voulons la vérité ! ». A preuve, la rumeur qui parcourut les rangs, les paroles à demi-mots contre Chirac lorsque celui-ci arriva en retard. A preuve, l'attroupement, à la fin de la cérémonie. A la faveur d'une interview, plus d'une soixantaine de mineurs, leur femme, leurs fils, se trouvent bientôt rassemblés pour dénoncer les Houillères et le gouvernement « Chirac vient s'apitoyer, il nous

promet que ça va changer et demain, si on fait protestation, il enverra les flics contre nous. Nous, on est des « gueules noires » et le gouvernement se fiche pas mal de nous. Chirac est venu avec ses flics, il y en a tous les 50 mètres, c'est parce qu'il n'a pas la conscience tranquille ». Et chacun de passer en revue les conditions imposées par les Houillères : le manque de sécurité, les logements jamais réparés, la médecine bidon. Un mineur marocain s'approche du micro mais, un de ses camarades le tire par le bras ; « ce n'est pas pour nous ». La police arrive pour disperser l'attroupement qui prend de l'ampleur.

Les veuves, les enfants, les parents, accompagnent les corps des leurs ; l'après-midi, ils iront les enterrer dans les villes et les villages du Lensois, dans les cimetières qui portent tous un numéro comme les fosses dont ils dépendent. Liévin, Lens, Avion, Vendin, Le-Vieil, Grenay, Bully, Loos-en-Gohelle, Mazingarbe, Calonne-Ricouart, Douvrin, Monchy-le-Preux : les communes touchées sont très nombreuses.

Là, le peuples des mines, loin des officiels enterrer ses morts, les 42 victimes du Capital. Le 1^{er} janvier, on apprenait que Max Hecquet, directeur général des H.B. N. P. C. était promu officier de la légion d'honneur.

international

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front POLISARIO intensifie ses actions

suite de la page 1

En conséquence, le 23 décembre, le poste de Gaib Brattim Ben Reboug, situé à 40 Km de Zag a été attaqué plusieurs fois, et d'importantes pertes, tant en forces humaines qu'en matériel, ont été infligées aux troupes marocaines. Le poste de Gardaoui, sur la rive de l'oued Draa, « a été pris sous le feu des patriotes sahraouis, le 20 décembre »

Des prisonniers marocains et mauritaniens ont été capturés par les combattants du Front Polisario au cours de ces accrochages. Les prisonniers présentés à la presse ont déclaré « être bien traités par le Polisario » et avoir été « enrôlés de force par la Gendarmerie marocaine ».

De l'autre côté, l'aéroport et la base aérienne d'El Aïoun, capitale du Sahara Occidental auraient été évacués, lundi après-midi, par la légion étrangère espagnole et occupés de suite par l'armée marocaine.

Dans ces conditions, les troupes espagnoles n'occuperaient plus que la ville de Dakhla, à 500 Km au sud de la capitale. Elles

doivent évacuer cette ville avant le 15 février.

Alors que Hassan II déclarait, fin novembre, que l'affaire du Sahara était terminée et que le gouvernement s'empressait de prendre possession du ter-

Dans un premier temps, on pouvait constater une collusion entre les forces armées espagnoles encore stationnées au Sahara et l'armée d'invasion marocaine. Le peuple sahraoui qui s'était dressé contre le colonialisme espagnol, fit

Unis, dépassent largement les limites du Sahara Occidental et sont eux-mêmes une dangereuse menace pour l'Algérie. C'est bien ce dont il a été question, entre autres, lors de la rencontre d'Hassi Messaoud, entre Bou-



ritoire, procédait à la « marocanisation » du pays, le front Polisario dénonçait l'accord conclu entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie « comme nul et non avenu », « comme un acte d'agression et de brigandage ».

face à l'agression marocaine. Dès le début décembre, tout le nord du pays devint une zone de combat, de la frontière marocaine jusqu'aux postes occupés par les troupes d'Hassan. Les combattants du front stopperont la progression des premières unités marocaines. Dès le 17 novembre, ils mirent en déroute le 1^{er} bataillon d'infanterie marocaine venu remplacer l'armée espagnole à Smara.

Depuis, les combattants du Front ont accentué leurs actions de harcèlement notamment dans la région de Haouza et sur le port de la Guera, encore occupés par les troupes mauritaniennes.

Dans les régions libérées par le Front, le peuple sahraoui armé organise la résistance (les milices populaires), et tous les aspects de la vie politique et sociale.

Les intérêts du Maroc, encouragés par les États-

medienne et Khadafi. Dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre, on peut lire : « toute atteinte portée à l'une des révolutions (algérienne et lybienne) sera considérée par l'autre comme une atteinte contre elle ». Ce que l'on doit pouvoir interpréter comme un soutien actif de la part de la Lybie en cas d'agression du Maroc vis à vis de l'Algérie. Au cours d'une brève conférence de presse, Boumediène précisa : « Nous sommes complètement solidaires tant en ce qui concerne... la Palestine que le Sahara Occidental... »

La menace principale de guerre dans cette région du monde vient du refus de reconnaître le droit à l'indépendance du peuple sahraoui.

Ce dernier saura l'imposer et la proclamation de l'indépendance du Sahara Occidental par le Front Polisario et l'institution d'un gouvernement provisoire du territoire paraissent imminentes.

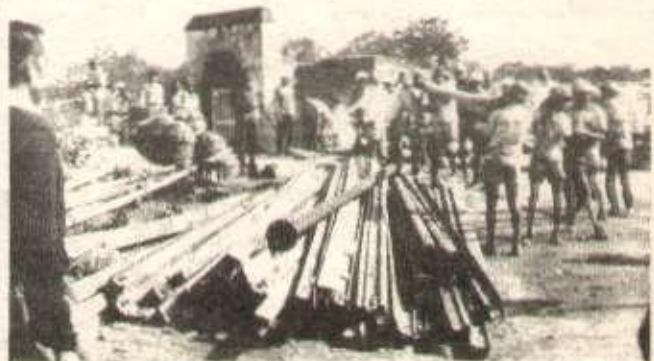
Le quotidien du peuple

Ali Aref à Paris INDÉPENDANCE POUR DJIBOUTI

Ali Aref, président du Conseil du Gouvernement du Territoire des Afars et des Issas a été reçu hier après-midi à l'Élysée. Elu, il y a maintenant un an et demi, dans des conditions plus qu'équivoques, déjà reçu en juin 1974 à l'Élysée où il déclarait à sa sortie : « le problème des Afars et des Issas est de rester français le plus longtemps possible », il se présente aujourd'hui en farouche partisan de l'indépendance.

De quelle indépendance s'agit-il ? Il déclarait lui-même au Monde, le 3 dé-

ces... Pour l'impérialisme français, pour Giscard qui déclarait en Egypte le 12 décembre, à propos du Canal de Suez « je voudrais un canal de la paix », il ne s'agit d'accorder qu'une indépendance formelle à Djibouti et préserver ses intérêts néo-colonialistes dans la région. Ce que Ali Aref reprend en déclarant : « la présence des militaires français devrait être un facteur de maintien de l'équilibre politique dans cette région », point de vue qu'il confirme lundi soir, à la télévision.



cembre dernier : « j'avoue que je suis heureux qu'un ensemble de circonstances favorables (le projet STIRN) me permettent aujourd'hui et cette fois en plein accord avec la France, de retrouver la voie... de l'édification de notre futur Etat indépendant ».

Dans une allocution du 18 novembre devant l'Assemblée territoriale, il s'était fixé deux objectifs prioritaires : créer « une véritable union nationale » et, obtenir un « ensemble de garanties ».

Un ensemble de garanties ? Les choses sont claires à présent : une indépendance, en maintenant la base militaire française ; c'est-à-dire : 4200 hommes déjà stationnés à Djibouti, des chars AMX 30, hélicoptères Alouette II et de transport SA 330, des chasseurs à réaction F 100, des batteries de missiles Crotale qui équipent déjà cette base...

Or Djibouti, c'est le contrôle de la route du pétrole, c'est une base avancée sur l'Océan Indien où croisent les 2 flottes des superpuissan-

Point de vue qu'Ali Aref argumente : « le maintien de cette base est la condition sine qua non de l'indépendance, vu l'agressivité de la Somalie ». Le 24 décembre dernier, dans une conférence de presse, l'ambassadeur somalien à Paris déclarait que la Somalie était « farouchement attachée à l'autodétermination des peuples ».

Et pour cela, Ali Aref réprime de la manière la plus dure toutes manifestations anti-colonialistes ; en avril 75, il réprime les mouvements lycéens et déporte 80 lycéens vers la Somalie et l'Éthiopie, en juin 75, 18 habitants de Djibouti sont assassinés par la police encadrée par des gendarmes français et sous la direction directe d'Aref, lors d'une manifestation anti-colonialiste.

Les projets d'Ali Aref se heurtent à la ferme volonté d'indépendance des masses à Djibouti. Prévoyant « l'accession à l'indépendance d'ici juin 76 », Ali Aref est venu préparer cette accession dans la sauvegarde des intérêts de la politique impérialiste de Giscard.

Nouvelle Calédonie : un flic assassine un jeune

Richard Kamoura, jeune mélanésien de 21 ans a été assassiné le 27 décembre, dans la nuit, par un flic, qui prétend avoir voulu « interrompre une rixe ».

Suite à cet assassinat, le lendemain matin, une manifestation s'est déroulée au centre même de Nouméa. Appelés, semble-t-il par les signataires de la déclaration du 24 juin 1975 revendiquant l'indépendance de la Nouvelle Calédonie, près de 2000 manifestants défilèrent aux cris de « Indépendance Canaque ». Une délégation a été reçue par le chef du territoire, C. Erignac qui finit par accepter deux des revendications des manifestants : R. Kamoura sera enterré aux frais du territoire, le policier meurtrier placé sous mandat de dépôt.

Ensuite, 14 Mélanésiens ont créé un « comité pour l'affaire Kamoura », qui regrouperait des personnalités politiques de l'île favorables à l'indépendance. Ces derniers événements finalement coupent court à l'explication donnée officiellement selon laquelle Kamoura serait simplement mort suite à une rixe banale de jeunes gens, le samedi soir.

Inde : MAINTIEN DE L'ETAT D'URGENCE

Alors qu'il n'y a plus aucun espoir de sauver les mineurs de Chasnala, Indira Gandhi a interdit à la presse de parler de cette « catastrophe » minière, afin de faire silence sur le nombre définitif de morts. Dans le même temps, Indira Gandhi a annoncé le maintien de l'état d'urgence, la révision de la Constitution et le renvoi des élections législatives de février prochain à une date encore indéterminée, peut-être courant 1977 !

Quel est l'enjeu de ces décisions ? Consolider la dictature de Gandhi sous prétexte de « renforcer le pouvoir central ». L'état d'urgence en vigueur depuis le 26 juin étant prorogé, les autorités pourront maintenir en

prison ceux qui, ouvriers et paysans, se sont révoltés, ou faire appréhender à tout moment les opposants, conformément aux dispositions de l'état d'urgence : les ouvriers agricoles qui se battent pour un salaire minimum, les paysans pauvres et sans terres qui luttent pour l'abolition du servage, les ouvriers qui réclament la fin des salaires de misère. Le renforcement de la dictature de Gandhi, vu par l'« Humanité » est le signe « d'une rigueur et d'une détermination nouvelles » dans l'application des réformes exigées par le prolétariat et le paysanerie ! Il est vrai que, sans l'appui de l'U.R.S.S., Madame Gandhi ne pourrait opprimer le peuple indien...

Angola : Les pressions des impérialismes se font plus fortes

A quinze jours du prochain sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, le président des exercices de l'OUA, le maréchal Amin Dada a déclaré, recevant l'ambassadeur du Burundi, que « les Russes qui sont en Angola ne sont pas des mercenaires ». Le prochain sommet de l'OUA devant examiner la situation en Angola, on a là la preuve des fortes pressions qu'exerce l'URSS sur l'OUA pour justifier sa présence en Angola.

Par ailleurs, le journal américain « San Diego Tribune » révèle que la base de l'aéronavale américaine de San Diego (Californie Sud), officine de recrutement de mercenaires par la CIA, après avoir engagé d'anciens combattants du Vietnam pour l'armée sioniste, aurait récemment expédié en Angola 400 mercenaires. De son côté, Kissinger vient d'envoyer le nouveau secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, William Schaufle, en Afrique pour étudier la situation angolaise. Preuve que les impérialismes soviétique et américain ne veulent pas que le peuple angolais soit maître de son destin et de ses richesses nationales.

KOSSYGUINE EN TURQUIE : UN « ACCORD DE RELATIONS AMICALES »

Kossyguine a tenu à montrer la présence soviétique en Turquie, en allant inaugurer le complexe sidérurgique d'Iskenderum, construit avec l'aide technique et financière de l'U.R.S.S. C'est la cinquième installation industrielle construite en Turquie avec l'aide soviétique qui a investi, jusqu'à présent, 700 millions de dollars dans l'industrie turque. D'autre part, le rapprochement entre l'U.R.S.S. et la Turquie, rapprochement nécessaire à la stratégie impérialiste de l'U.R.S.S. dans la région (la Turquie détient la clef du passage des détroits entre la Mer Noire et la Méditerranée), sera symbolisé par la prochaine signature d'un « document politique sur l'amitié » en vue « de relations amicales et de la coopération ». L'U.R.S.S. qui désirait conclure un « pacte d'amitié et de non agression » devra se contenter de ce document, la présence américaine étant encore très forte en Turquie.